

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 21 MAI 1913.

Projet de loi instituant un hospice pour les orphelins mâles indigents d'agents subalternes de l'État et pour les orphelins mâles indigents de la province de Namur et du canton de Perwez (Brabant).

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Par testament du 2 juillet 1908, M. Gillain-Joseph Denamur, directeur de service retraité aux chemins de fer de l'État, a légué à l'État et aux provinces de Namur et de Brabant, les deux tiers de ce qu'il a délaissé en argent comptant, en créances et en valeurs de portefeuille. D'après la volonté formelle du testateur, ce legs, dont le montant peut être évalué à 1,600,000 francs environ, doit servir à la création et à l'entretien d'un orphelinat à ériger à Gembloux et destiné aux orphelins mâles indigents de la province de Namur et du canton de Perwez, et aux orphelins mâles d'agents subalternes indigents de l'État.

La législation actuelle ne permet ni à l'État, ni aux provinces instituées de recueillir ce legs. Le service public de la bienfaisance est, en effet, organisé par communes. Spécialement, en ce qui concerne les orphelins, leur entretien est confié par la loi aux commissions hospitalières.

D'autre part, les commissions d'hospice ne pourraient se conformer aux vues de M. Denamur. Ces commissions n'ont compétence que pour gérer le service de l'hospitalisation dans les communes où elles sont constituées. Elles ne pourraient donc administrer un établissement destiné aux orphelins d'une province et d'un canton d'une autre province. Elles ne pourraient pas davantage administrer un orphelinat destiné aux enfants d'agents de l'État.

Si même la volonté formelle du testateur ne s'opposait pas à ce que l'œuvre qu'il a conçue fût mutilée par une exécution partielle, encore ne

pourrait-il être question de créer, par application de la loi du 6 août 1897 relative à l'organisation d'établissements hospitaliers intercommunaux, un orphelinat dans lequel seraient admis les orphelins de toutes les communes de la province de Namur et du canton de Perwez.

Ni cette loi, ni les discussions qui l'ont précédée, ne parlent, il est vrai, d'une limitation du nombre des communes qui pourront s'associer. Il est néanmoins évident que le législateur n'a pas eu en vue l'union de communes en nombre excessif. Il suffit, pour le démontrer, de rappeler que la loi exige que chaque commune ait au moins un délégué dans la commission administrative de l'établissement intercommunal et qu'elle accorde aux bourgmestres de toutes les communes intéressées le droit d'assister aux séances de la commission.

Il serait cependant hautement regrettable de ne pouvoir, à raison d'obstacles d'ordre légal, donner suite au projet généreux de M. Denamur. Le but que s'est proposé le fondateur est, en effet, d'un intérêt considérable, notamment pour les enfants des nombreux agents des administrations des Chemins de fer, des Postes, des Télégraphes et de la Marine.

Beaucoup de personnes qui ont pu, jusqu'à la disparition du chef de la famille, vivre des ressources que celui-ci leur procurait, hésitent à solliciter, dans la commune qu'elles habitent, les secours auxquels elles pourraient prétendre. Ces secours seraient d'ailleurs, dans bien des cas, trop faibles par suite du peu de ressources dont disposent certaines administrations charitables locales. M. Denamur a voulu diminuer, chez les modestes collaborateurs de l'administration à laquelle il appartenait, lorsque la mort vient les frapper, le souci angoissant du sort des enfants qu'ils laissent sans appui. Il a voulu consacrer la majeure partie de sa fortune à suppléer à l'insuffisance de la bienfaisance publique. Le Gouvernement ne croit pas pouvoir refuser son concours à la réalisation de ces vues charitables.

Lors de la discussion de la loi du 3 juin 1859 portant modification de l'article 84 de la loi communale, M. Rogier, Ministre de l'Intérieur, répondant à ceux qui voyaient dans le projet de loi un obstacle à la création d'établissements de bienfaisance par les particuliers, disait au Sénat, dans la séance du 24 mai 1859 :

« Le système du Gouvernement ne repousse en aucune manière cette possibilité de créer des établissements utiles...

» Un homme riche et généreux viendra fonder un hospice; je prends cet exemple dans l'ordre actuel de nos établissements de bienfaisance; mais il est permis de croire que, dans l'avenir, la bienfaisance se produira sous d'autres formes encore et que nous verrons créer d'autres fondations que les hospices, qui, Dieu merci! ne sont pas le dernier mot de la philanthropie.

» Eh bien, que fera le Gouvernement? Il viendra demander aux Chambres de donner la garantie de la loi à de pareils établissements. Les Chambres seront appelées à délibérer sur les actes de cette importance; et ces actes puiseront dans la législature même une force et une garantie nouvelles.

» Dira-t-on que ce serait occuper les Chambres de soins bien minimes? Mais les Chambres s'occupent de soins d'une importance bien moindre. Ainsi, quand il s'agit de créer un Belge, de transformer un étranger, un garde champêtre, un caporal quelconque en Belge, les trois branches du pouvoir législatif sont en mouvement; instruction préliminaire, prise en considération, vote, précautions nombreuses pour éviter que, mal à propos, on ne fasse d'un Prussien un Belge. Et cependant, il est bien peu de chose ce Belge, il n'a guère de revenus, sa gestion financière n'intéresse guère l'ordre public; enfin, ce pauvre Belge est mortel! Néanmoins, la Constitution exige que cette création d'un seul Belge, mortel, soit faite au moyen d'une loi, et l'on ne trouve pas que ni le Gouvernement, ni la Chambre, ni le Sénat ne perdent le temps qu'ils consacrent à faire cette création.

» Passons à un ordre de choses un peu plus relevé. Il s'agit de créer une commune. Dernièrement, l'honorable comte de Robiano faisait remarquer avec raison qu'il n'était pas bon de voir se multiplier sur le sol belge un trop grand nombre de petites communes, parce que, à défaut de ressources suffisantes, elles sont mal administrées. J'étais d'accord avec l'honorable membre qu'il ne fallait pas plus multiplier les communes que les communautés sans nécessité bien constatée. Eh bien, que fait-on quand il s'agit de créer une commune de deux cents âmes, ayant un misérable budget d'un millier de francs tout au plus? Ici encore, les pouvoirs publics sont mis en mouvement pour donner l'existence à cette commune. Eh bien, dira-t-on que ce sera occuper les Chambres de soins trop minimes, lorsqu'on les saisira d'une fondation qui aura pour but d'appliquer, par exemple, 100,000 livres de rentes à un établissement de charité ou à un établissement littéraire ou artistique? Dira-t-on que ce sera là un objet indigne de l'attention des Chambres?

» Messieurs, je crois qu'il y a peu d'objets dans l'avenir qui soient aussi dignes de l'attention du Gouvernement et des Chambres.

» On objecte que les Chambres pourront refuser l'autorisation d'une fondation, mais c'est qu'alors les Chambres, qui sont juges suprêmes des questions d'utilité publique, auront reconnu que cette fondation ne se concilie pas avec l'intérêt public. Mais, Messieurs, ces craintes qu'on pourrait avoir vis-à-vis des Chambres, on pourrait les avoir, à plus forte raison, vis-à-vis du Gouvernement. Il pourrait se trouver des ministres despotes et intolérants à qui il ne conviendrait pas de donner cette autorisation toujours inévitable, car, en définitive, on veut la sanction de l'autorité publique.

» Or, l'autorité publique représentée par le Gouvernement sera plus intolérante que représentée par les Chambres.

» Le fondateur, en s'adressant aux Chambres, pourra y trouver aide et protection contre le caprice de quelques hommes.

» Voilà un système qui, semble-t-il, doit satisfaire tout le monde. Pour chaque fondation spéciale, une loi spéciale. »

Comme le prévoyait l'illustre constituant, la conception de la bienfaisance se modifie et s'élève. Les formes que prend l'assistance s'adaptent de jour en jour plus ingénieusement aux besoins des malheureux et visent davantage à éviter ce qui pourrait faire souffrir leur dignité.

Lorsque l'initiative privée donne ainsi naissance à une œuvre vraiment utile et réunit les ressources nécessaires à son existence, les pouvoirs publics ont le devoir d'aider cette œuvre à obtenir les garanties de durée, la capacité, la protection que peut lui donner la personnification civile.

Ces considérations justifient suffisamment la présente proposition de loi. Le legs fait par M. Denamur est caduc. La législation en vigueur ne permet pas de se conformer à ses intentions charitables. Fallait-il se borner à une déclaration d'impuissance et, au nom de la loi, refuser aux enfants orphelins une aide précieuse ? Le Gouvernement avait-il le droit de repousser l'offre faite par M. Wittmann, inspecteur général honoraire des chemins de fer, légataire universel de M. Denamur, de remettre le montant intégral du legs à l'organisme qui serait reconnu compétent pour l'affecter à sa destination ?

Il ne l'a pas cru et, s'inspirant des paroles de M. Rogier, il a décidé de proposer aux Chambres la création d'un établissement public nouveau, capable de réaliser l'œuvre conçue par M. Denamur.

Cette institution spéciale, dans le système du projet de loi, est organisée d'après les principes qui régissent tous les établissements publics.

Sa commission administrative, dont les membres, nommés par le Roi, représentent les intérêts des diverses catégories de bénéficiaires, est soumise, quant à sa gestion, à des règles et à un contrôle qui seront déterminés par des arrêtés royaux.

Le projet prévoit, d'une manière générale, l'admission à l'orphelinat, des enfants d'agents subalternes de l'Etat. Le Gouvernement, en effet, n'a pas pensé que le nouvel établissement dût servir exclusivement à l'exécution du projet de M. Denamur.

Il convient de lui donner un caractère tel que de généreux fondateurs puissent, éventuellement, lui faire des libéralités destinées notamment à l'entretien des orphelins des agents de l'Etat, à quelque administration qu'ils appartiennent.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

Projet de loi instituant un hospice pour les orphelins mâles indigents d'agents subalternes de l'État et pour les orphelins mâles indigents de la province de Namur et du canton de Perwez (Brabant).

Ontwerp van wet tot oprichting van een gesticht voor behoeftige weesjongens van mindere Staatsbedienden en voor behoeftige weesjongens uit de provincie Namen en het kanton Perwez (Brabant).

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est institué un établissement public, jouissant de la personnification civile, ayant pour but l'entretien et l'éducation :

1° d'orphelins indigents du sexe masculin d'agents subalternes de l'État;

2° d'orphelins indigents du sexe masculin ayant leur domicile de secours dans une commune de la province de Namur ou du canton de Perwez (province de Brabant).

ART. 2.

Cet établissement pourra recevoir des libéralités en vue de réaliser son but.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Er wordt eene met de rechtspersoonlijkheid bekleede openbare instelling ingericht voor het onderhouden en het opvoeden van :

1° behoeftige wezen van het mannelijk geslacht van mindere Staatsbedienden;

2° behoeftige wezen van het mannelijk geslacht die hun onderstandswoonst bezitten in eene gemeente van de provincie Namen of van het kanton Perwez (provincie Brabant).

ART. 2.

Dat gesticht mag giften aanvaarden, ten einde zijn doel te kunnen verwezenlijken.

ART. 3.

La gestion des biens et l'administration de l'établissement sont confiées à une commission de six membres, nommés par le Roi sur la proposition du Ministre de la Justice, sans préjudice de l'application de l'arrêté du 16 fructidor an XII et du décret du 31 juillet 1806.

Cette commission comprend :

- 1° un fonctionnaire de l'administration des Chemins de fer de l'État;
- 2° un fonctionnaire de l'administration des Postes, Télégraphes et Marine;
- 3° un magistrat ou un fonctionnaire dépendant du Département de la Justice;
- 4° deux membres choisis sur une liste de quatre candidats présentée par la députation permanente du conseil provincial de Namur;
- 5° un membre choisi sur une liste de deux candidats présentée par la députation permanente du conseil provincial du Brabant.

ART. 4.

Sont soumises à l'avis des députations permanentes des conseils provinciaux du Brabant et de Namur et à l'approbation du Roi, les délibérations de la commission relatives aux actes qui dépassent les limites d'une simple administration, notamment les aliénations, acquisitions, donations entre vifs et legs, échanges, partages, transactions, baux à long terme, emprunts, actions à intenter ou à soutenir.

ART. 5.

L'approbation préalable du Roi n'est pas requise pour les actions en référé,

ART. 3.

Het beheer over de goederen en het bestuur van de inrichting zijn toevertrouwd aan eene commissie van zes leden, door den Koning op voordracht van den Minister van Justitie te benoemen, onverminderd de toepassing van het besluit van 16 Fructidor jaar XII en het decreet van 31 Juli 1806.

Die commissie bestaat uit :

- 1° een ambtenaar van het beheer van Staatsspoorwegen;
- 2° een ambtenaar van het beheer van Posterijen, Telegrafen en Zeewezen;
- 3° een magistraat of een van het Departement van Justitie afhangenden ambtenaar;
- 4° twee leden te kiezen op eene door de bestendige deputatie van den provincieraad van Namen voor te leggen lijst van vier kandidaten;
- 5° een lid te kiezen op eene door de bestendige deputatie van den provincieraad van Brabant voor te leggen lijst van twee kandidaten.

ART. 4.

De beraadslagingen van de commissie betreffende de handelingen die buiten de grenzen van een eenvoudig beheer vallen, als daar zijn de vervreemdingen, de aankopen, de schenkingen onder levenden en de legaten, de ruilingen, de deelingen, de minnelijke schikkingen, de verhuringen voor lange jaren, de geldleeningen, de in te spannen en staande te houden rechtsvorderingen, zijn onderworpen aan het advies van de bestendige deputatiën der provincieraaden van Brabant en Namen en aan de goedkeuring van den Koning.

ART. 5.

's Konings voorafgaande goedkeuring is niet gevorderd voor de zaken in

les actions possessoires, les actes conservatoires ou interruptifs de la prescription et des déchéances.

ART. 6.

Les libéralités faites par actes entre vifs seront acceptées par le receveur, sous réserve de l'approbation du Roi. Cette acceptation liera, sous la même réserve, le donateur, dès qu'elle lui aura été notifiée.

Cette notification et celle de l'approbation éventuelle pourront être constatées par une simple déclaration du donateur, authentiquement certifiée au bas de l'acte portant acceptation.

Lorsqu'il y aura donation de biens susceptibles d'hypothèques, la transcription des actes contenant la donation et l'acceptation provisoire, ainsi que la notification de l'acceptation provisoire qui aurait eu lieu par acte séparé, devra être faite au bureau des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés.

Il en sera de même de la notification de l'acceptation définitive.

La transcription des actes qui précéderont l'acceptation définitive se fera en debet.

ART. 7.

Le délai pour faire enregistrer les actes concernant l'établissement est de vingt jours après leur passation ou leur approbation.

ART. 8.

Les dispositions de la loi du 7 pluviôse an XII, modifiées par la loi du

kortgeding, de bezitsvorderingen, de handelingen tot vrijwaring of tot onderbreking der verjaring en der vervallenverklaring.

ART. 6.

De bij akten onder levenden gedane giften worden door den ontvanger aanvaard, onder voorbehoud van nadere goedkeuring door den Koning. Deze aanvaarding verbindt den begiftiger, onder hetzelfde voorbehoud, zoodra zij hem beteekend is geworden.

Deze beteekening en die van de eventuele goedkeuring kunnen vastgesteld worden bij eene eenvoudige verklaring van den begiftiger, voor echt verklaard aan den voet van de akte tot aanvaarding.

Wanneer het de schenking betreft van goederen die vatbaar zijn voor hypotheken, dan moet de overschrijving van de akten tot schenking en voorloopige aanvaarding, alsmede de beteekening van voorloopige aanvaarding, welke bij afzonderlijke akte zou geschied zijn, gedaan worden ten kantore der hypotheken binnen het arrondissement waar de goederen gelegen zijn.

Hetzelfde geldt voor de beteekening van de definitieve aanvaarding.

De overschrijving van de akten, die de definitieve aanvaarding voorafgaan, wordt in debet gedaan.

ART. 7.

De termijn voor het doen registreeren van de akten betreffende het gesticht bedraagt twintig dagen na het verlijden of de goedkeuring.

ART. 8.

De bepalingen der wet van 7 Pluviôse jaar XII, gewijzigd bij de wet van

28 juillet 1879, sont applicables à l'établissement.

ART. 9.

Les budgets et les comptes sont soumis à l'avis des députations permanentes des conseils provinciaux du Brabant et de Namur et à l'approbation du Ministre de la Justice.

ART. 10.

Les dispositions de l'article 68-1°-2°-3°, de la loi communale sont applicables aux membres de la commission.

ART. 11.

Le receveur de la commission est réputé comptable public pour tous les actes se rapportant à sa gestion financière.

ART. 12.

Il est tenu de fournir, pour servir de garantie de sa gestion, un cautionnement dont le montant et la nature seront réglés par la commission sur les bases et suivant le mode déterminés par les articles 115 à 120 de la loi communale.

ART. 13.

Toutes les actions judiciaires concernant l'établissement seront poursuivies ou défendues, au nom de celui-ci, par le receveur.

Les actes et exploits devront être signifiés à la personne du receveur ou au siège de la commission.

ART. 14.

La loi du 6 août 1909 est applicable à l'établissement.

28 Juli 1879, zijn toepasselijk op het gesticht.

ART. 9.

De begrootingen en de rekeningen worden onderworpen aan het advies van de bestendige deputatiën der provincieraden van Brabant en Namen en aan de goedkeuring van den Minister van Justitie.

ART. 10.

De bepalingen van artikel 68-1°-2°-3°, der gemeentewet, zijn van toepassing op de leden der commissie.

ART. 11.

De ontvanger van de commissie wordt als openbare rekenplichtige beschouwd voor al de akten die betrekking hebben op zijn geldelijk beheer.

ART. 12.

De ontvanger is verplicht als zekerheid voor zijn beheer een borgtocht te stellen, waarvan de commissie het bedrag en den aard vaststelt op de grondslagen en volgens de wijze door de artikelen 115 tot 120 der gemeentewet bepaald.

ART. 13.

Al de rechtsvorderingen, waarbij de instelling betrokken is, zullen in haren naam worden ingesteld of verdedigd door den ontvanger.

De akten en exploiton moeten aan den persoon van den ontvanger of ten zetel van de commissie worden betekend.

ART. 14.

De wet van 6 Augustus 1909 is van toepassing op de instelling.

Les attributions dont cette loi investit la députation permanente sont exercées par le Roi, pour ce qui concerne l'établissement.

ART. 15.

Les orphelins des agents de l'État sont admis à l'orphelinat en vertu d'un arrêté du Ministre de la Justice.

Les orphelins de la province de Namur et ceux du canton de Perwez sont admis en vertu d'un arrêté pris respectivement par la députation permanente du conseil provincial de Namur et celle du Brabant.

ART. 16.

Le Roi fixe l'âge d'admission et de sortie des orphelins ainsi que le nombre de places réservées dans l'orphelinat à chaque catégorie de bénéficiaires.

ART. 17.

Les dispositions de la loi du 15 pluviôse an XIII sont applicables aux orphelins admis dans l'orphelinat.

ART. 18.

Le mode suivant lequel la commission exerce ses attributions est réglé par arrêté royal.

Donné à Laeken, le 18 mai 1913.

De bevoegdheid, door de aangehaalde wet aan de bestendige deputatie toegekend, wordt door den Koning uitgeoefend, waar het de instelling betreft.

ART. 15.

De weezen van de Staatsbedienden worden in het weeshuis opgenomen kaachtens een besluit van den Minister van Justitie.

De weezen uit de provincie Namen en die uit het kanton Pérwez worden erin opgenomen, krachtens een besluit onderscheidenlijk genomen door de bestendige deputatie van den provincieraad van Namen en die van Brabant.

ART. 16.

De Koning bepaalt den leeftijd voor de opneming en den uitgang der weezen, alsmede het getal der plaatsen welke ten behoeve van elke reeks beneficianten in het weeshuis voorbehouden zijn.

ART. 17.

De bepalingen der wet van 15 Pluviôse jaar XIII zijn van toepassing op de in het weeshuis opgenomen weezen.

ART. 18.

De wijze, waarop de commissie hare bevoegdheid uitoefent, wordt bepaald bij koninklijk besluit.

Gegeven te Laken, den 18ⁿ Mei 1913.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 MEI 1913.

Ontwerp van wet tot oprichting van een gesticht voor behoeftige weesjongens van mindere Staatsbedienden en voor behoeftige weesjongens uit de provincie Namen en het kanton Perwez (Brabant).

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij testament van 2 Juli 1908, vermaakte de heer Gillain-Jozef Denamur, rustend dienstbestuurder bij de Staatsspoorwegen, de twee derden van wat hij naliet aan gereed geld, schuldvorderingen en papierwaarden, aan den Staat en de provinciën Namen en Brabant. Krachtens den uitdrukkelijken wil van den erflater, dient het bedoeld legaat, waarvan het bedrag op ongeveer 1,600,000 frank mag geschat worden, te worden besteed aan het stichten en het onderhouden van een te Gembloers op te richten weeshuis voor de behoeftige weesjongens uit de provincie Namen en het kanton Perwez, en voor de behoeftige weesjongens van mindere Staatsbedienden.

De van kracht zijnde wetten laten het noch aan den Staat noch aan de erfgeërfde provinciën toe het vermelde legaat te aanvaarden. Immers, de openbare dienst der liefdadigheid is per gemeenten ingericht. Inzonderheid, is het onderhoud der weeskinderen bij de wet aan de Godshuizen-commissiën toevertrouwd.

Overigens, de Godshuizen-commissiën zouden de bedoeling van den heer Denamur niet kunnen nakomen. Zij zijn slechts bevoegd om den dienst der godshuizen te beheeren in de gemeenten waar zij aangesteld zijn. Zij kunnen dus geen gesticht besturen dat bestemd is voor de weezen uit eene provincie en uit een kanton in eene andere provincie; evenmin kunnen zij een weeshuis beheeren bestemd voor kinderen van Staatsbedienden.

Zelfs al verzette de uitdrukkelijke wil van den erfmaker er zich niet tegen dat het door hem ontworpen werk door eene slechts gedeeltelijke uit-

voering verminkt worde, dan nog zou er geen spraak zijn van, met toepassing der wet van 6 Augustus 1897, betreffende de inrichting van gemeentelijke liefdadigheidsinstellingen, een weeshuis op te richten waar de weesjongens zouden opgenomen worden uit al de gemeenten van de provincie Namen en van het kanton Perwez.

Wel is waar, wordt er noch in die wet, noch in de bespreking, welke ze voorafging, gewag gemaakt van eene beperking van het getal der gemeenten die zich mogen vereenigen. Het is nochtans duidelijk dat de wetgever niet beoogd heeft de vereeniging van de gemeenten in overdreven getal. Ten bewijze hiervan, volstaat het er aan te herinneren dat bij de wet vereischt wordt dat iedere gemeente ten minste één afgevaardigde hebbe in de commissie tot beheer van het gemeenschappelijk gesticht, en zij den burgemeesters van al de belanghebbende gemeenten het recht toekent de vergaderingen der commissie bij te wonen.

Het ware nochtans ten hoogste jammer dat, om reden van wettelijke hinderpalen, geen gevolg kon gegeven worden aan het edelmoedig inzicht van den heer Denamur. Wat de stichter beoogde is inderdaad van zeer groot belang, en niet het minst voor de kinderen der talrijke bedienden bij de beheeren van Spoorwegen, Posterijen, Telegrafen en Zeewezen.

Vele menschen die, zoolang het hoofd van het gezin er was, van dezes verdienste konden leven, durven noode, in de gemeente waar zij wonen, om den onderstand vragen waarop zij aanspraak kunnen hebben. Die bijstand zelf is overigens, in menig geval, ontoereikend, omdat de geldmiddelen waarover zekere plaatselijke armbesturen beschikken, al te gering zijn. De heer Denamur heeft willen de angstige bezorgdheid milderer die de nederige medewerkers der administratie, waartoe zij behooren, aandoet, bij het bedenken dat bij hun afsterven hunne kinderen zonder steun, zonder vooruitzicht op een beter lot achterblijven. Het grootste gedeelte van zijn vermogen wilde hij besteden om te voorzien in de ontoereikendheid der openbare weldadigheid. De Regeering meent niet hare medewerking te mogen ontfangen tot verwezenlijking van die liefdadige inzichten.

Tijdens de bespreking der wet van 3 Juni 1859, tot wijziging van artikel 84 der Gemeentewet, zeide de heer Rogier, Minister van Binnenlandsche Zaken, antwoordende aan hen die het wetsontwerp als een hindernis beschouwden voor het stichten van weldadigheidsinstellingen door privaat personen, in de Senaatsvergadering van 24 Mei 1859 :

« Met het stelsel der Regeering is geenszins de mogelijkheid, nuttige instellingen te stichten, buitengesloten...

» Een rijk en edelmoedig man wil een Godshuis stichten ; ik neem mijn voorbeeld in den huidige stand onzer weldadigheidsinstellingen, doch wij mogen denken dat, in de toekomst, de liefdadigheid zich nog onder andere vormen zal vertoonen, en dat wij andere gestichten dan Godshuizen zullen oprichten, die, Goddank ! niet het laatste woord zijn van de menschlievendheid.

» Welnu, hoe zal de Regeering handelen ? Zij zal de Kamers verzoeken

instellingen van dien aard onder waarborg der wet te stellen. De Kamers zullen geroepen worden om over de handelingen van dergelijk gewicht te beraadslagen; en die handelingen zullen in de wetgeving zelve nieuwe kracht en zekerheid vinden.

» Zegt men dat het voor de Kamers eene vrij luttelē zorg zijn zou? Wel, de Kamers houden zich bezig met zaken die van veel minder gewicht zijn. Zoo, wanneer het aangaat iemand tot Belg te maken, een vreemdeling, een veldwachter, den eersten den besten korporaal tot Belg te maken, dan worden de drie takken van de wetgevende macht in beweging gesteld; voorafgaandelijk onderzoek, inoverwegingneming, stemming, talrijke voorzorgen om te beletten dat te kwader uur een Pruis in een Belg veranderd worde. En nochtans die Belg, hoe weinig is hij; hij bezit geen inkomen, zijne geldaangelegenheden zijn voor de openbare orde van weinig belang; daarbij, die arme Belg is een sterveling! Desondanks eischt de Grondwet, dat die schepping van een enkelen Belg, een sterveling, gebeure door middel eener wet, en men denkt daarbij niet dat noch Kamer noch Senaat den tijd verbeuzelen welke zij aan die schepping wijden.

» Gaan wij over tot zaken die hooger staan. Eene gemeente dient opgericht te worden. Laatst deed de achtbare graaf de Robiano niet zonder reden opmerken, dat het niet goed was op Belgischen grond kleine gemeenten te vermenigvuldigen, omdat zij, bij gebrek aan voldoende geldmiddelen, slecht beheerd worden. Ik was het eens met het achtbaar lid dat men de gemeenten evenmin als de gemeenschappen mag vermenigvuldigen, tenzij de noodzakelijkheid ervan ten volle bewezen zij. Welnu, wat wordt er gedaan wanneer eene gemeente moet opgericht worden van zoowat twee honderd zielen, met eene magere begrooting van ten hoogste duizend frank? Hier nog, worden de openbare machten aan het werk gesteld om aan die gemeente het aanzijn te geven. Welnu, zal men zeggen dat men de Kamers voor iets heel gerings aanspreekt wanneer men haar eene stichting voorlegt waarbij bij voorbeeld 100,000 pond rente aan een liefdadigheidsgesticht of aan eene instelling voor Letteren en Kunsten besteed worden? Zal men zeggen dat dit de aandacht der Kamers niet verdient?

» Mijne Heeren, ik meen dat er in de toekomst weinig zaken zijn die zoozeer de aandacht van Regeering en Kamers verdienen.

» Er wordt ingebracht dat de Kamers machtiging tot eene stichting weigeren kunnen, doch dan zal het zijn omdat de Kamers, hoogste rechter over vraagstukken van openbaar nut, bevonden hebben dat bedoelde stichting niet strookt met het algemeen belang. Edoch, Mijne Heeren, die schroom, welke men zou kunnen gevoelen ten aanzien van de Kamers, zou men met nog meer reden kunnen gevoelen ten aanzien der Regeering. Er kunnen tirannische en onverdraagzame ministers gevonden worden die het niet goedvinden zouden deze machtiging, welke toch altijd onvermijdelijk is, te verleenen, want ten slotte verlangt men dan toch de bekrachtiging der openbare macht.

» Nu, de openbare macht, berustende bij de Regeering, zal onverdraagzamer zijn dan wanneer zij bij de Kamers berust.

» De stichter, wanneer hij zich tot de Kamers wendt, zal er hulp en bescherming vinden tegen de willekeur van enkele mannen.

» Ziedaar een stelsel dat, naar mij voorkomt, ieder moet voldoen.

» Eene bijzondere wet voor elke bijzondere stichting. »

Zooals de doorluchtige Constituant voorzag, wijzigt en verheft zich het begrip der weldadigheid. De vormen, die de bijstand aanneemt, voegen zich beter, van dag tot dag, naar de behoeften der ongelukkigen, en meer wordt er naar gestreefd datgene te vermijden wat hun eergevoel zou kunnen krenken.

Wanneer het privaat initiatief aldus het aanzijn geeft aan een werk dat waarlijk nuttig is en over de noodige middelen beschikt om zijn verder bestaan te verzekeren, dan is plicht van de openbare machten dat werk te helpen tot het bekomen van de waarborgen van duur, de bekwaamheid, de bescherming welke de rechtspersoonlijkheid aan hetzelfde kan verschaffen.

Deze overwegingen volstaan om het onderhavig wetsontwerp te wettigen. Het door den heer Denamur gedane legaat is ongeldig. De thans van kracht zijnde wetten laten niet toe zijne liefdadige inzichten na te leven. Moest men zich bij eene verklaring van onmacht bepalen, en, in naam der wet, een kostbare hulp aan de weeskinderen ontzeggen? Had de Regeering het recht het aanbod van de hand te wijzen van den heer Wittmann, eere-algemeen toezichter van de Spoorwegen, algemeen legataris van den heer Denamur, die het onverminderd bedrag van het legaat wil overhandigen aan de inrichting welke bevoegd zou worden erkend om het tot zijne bestemming aan te wenden?

De Regeering meende zulks niet en, door de woorden van den heer Rogier aangespoord, besloot zij aan de Kamers voor te stellen een nieuwe openbare instelling te stichten, bekwaam om het door den heer Denamur ontworpen werk te verwezenlijken.

In het stelsel van het wetsontwerp is die bijzondere instelling ingericht volgens de grondregels die voor al de openbare instellingen gelden.

Hare commissie van beheer, welker leden, door den Koning aangesteld, de belangen van de verscheidene categoriën van beneficianten vertegenwoordigen, is, wat haar beheer betreft, onderworpen aan regelen en aan een toezicht die bij koninklijke besluiten zullen bepaald worden.

Over het algemeen voorziet het ontwerp de opneming in het weeshuis van de kinderen der mindere Staatsbedienden. Naar het oordeel van de Regeering, inderdaad, mag het nieuwe gesticht niet uitsluitend dienen om het ontwerp van den heer Denamur tot stand te brengen.

Het past dat aan bedoeld gesticht zulk karakter gegeven worde, dat edelmoedige stichters, desvoorkomend, aan hetzelfde giften kunnen doen, bestemd onder meer tot onderhoud van de weeskinderen der Staatsbedienden, aan welke administratie ook dezen verbonden zijn geweest.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

Projet de loi instituant un hospice pour les orphelins mâles indigents d'agents subalternes de l'État et pour les orphelins mâles indigents de la province de Namur et du canton de Perwez (Brabant).

Ontwerp van wet tot oprichting van een gesticht voor behoeftige weesjongens van mindere Staatsbedienden en voor behoeftige weesjongens uit de provincie Namen en het kanton Perwez (Brabant).

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est institué un établissement public, jouissant de la personnification civile, ayant pour but l'entretien et l'éducation :

1° d'orphelins indigents du sexe masculin d'agents subalternes de l'État ;

2° d'orphelins indigents du sexe masculin ayant leur domicile de secours dans une commune de la province de Namur ou du canton de Perwez (province de Brabant).

ART. 2.

Cet établissement pourra recevoir des libéralités en vue de réaliser son but.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Er wordt eene met de rechtspersoonlijkheid bekleede openbare instelling ingericht voor het onderhouden en het opvoeden van :

1° behoeftige weezen van het mannelijk geslacht van mindere Staatsbedienden ;

2° behoeftige weezen van het mannelijk geslacht die hun onderstandswoonst bezitten in eene gemeente van de provincie Namen of van het kanton Perwez (provincie Brabant).

ART. 2.

Dat gesticht mag giften aanvaarden, ten einde zijn doel te kunnen verwezenlijken.

ART. 3.

La gestion des biens et l'administration de l'établissement sont confiées à une commission de six membres, nommés par le Roi sur la proposition du Ministre de la Justice, sans préjudice de l'application de l'arrêté du 16 fructidor an XII et du décret du 31 juillet 1806.

Cette commission comprend :

- 1^o un fonctionnaire de l'administration des Chemins de fer de l'État;
- 2^o un fonctionnaire de l'administration des Postes, Télégraphes et Marine;
- 3^o un magistrat ou un fonctionnaire dépendant du Département de la Justice;
- 4^o deux membres choisis sur une liste de quatre candidats présentée par la députation permanente du conseil provincial de Namur;
- 5^o un membre choisi sur une liste de deux candidats présentée par la députation permanente du conseil provincial du Brabant.

ART. 4.

Sont soumises à l'avis des députations permanentes des conseils provinciaux du Brabant et de Namur et à l'approbation du Roi, les délibérations de la commission relatives aux actes qui dépassent les limites d'une simple administration, notamment les aliénations, acquisitions, donations entre vifs et legs, échanges, partages, transactions, baux à long terme, emprunts, actions à intenter ou à soutenir.

ART. 5.

L'approbation préalable du Roi n'est pas requise pour les actions en référé,

ART. 3.

Het beheer over de goederen en het bestuur van de inrichting zijn toevertrouwd aan eene commissie van zes leden, door den Koning op voordracht van den Minister van Justitie te benoemen, onverminderd de toepassing van het besluit van 16 Fructidor jaar XII en het decreet van 31 Juli 1806.

Die commissie bestaat uit :

- 1^o een ambtenaar van het beheer van Staatsspoorwegen;
- 2^o een ambtenaar van het beheer van Posterijen, Telegrafen en Zeewezen;
- 3^o een magistraat of een van het Departement van Justitie afhangenden ambtenaar;
- 4^o twee leden te kiezen op eene door de bestendige deputatie van den provincieraad van Namen voor te leggen lijst van vier kandidaten;
- 5^o een lid te kiezen op eene door de bestendige deputatie van den provincieraad van Brabant voor te leggen lijst van twee kandidaten.

ART. 4.

De beraadslagingen van de commissie betreffende de handelingen die buiten de grenzen van een eenvoudig beheer vallen, als daar zijn de vervreemdingen, de aankopen, de schenkingen onder levenden en de legaten, de ruilingen, de deelingen, de minnelijke schikkingen, de verhuringen voor lange jaren, de geldleeningen, de in te spannen en staande te houden rechtsvorderingen, zijn onderworpen aan het advies van de bestendige deputatiën der provincieraden van Brabant en Namen en aan de goedkeuring van den Koning.

ART. 5.

's Konings voorafgaande goedkeuring is niet gevorderd voor de zaken in

les actions possessoires, les actes conservatoires ou interruptifs de la prescription et des déchéances.

ART. 6.

Les libéralités faites par actes entre vifs seront acceptées par le receveur, sous réserve de l'approbation du Roi. Cette acceptation liera, sous la même réserve, le donateur, dès qu'elle lui aura été notifiée.

Cette notification et celle de l'approbation éventuelle pourront être constatées par une simple déclaration du donateur, authentiquement certifiée au bas de l'acte portant acceptation.

Lorsqu'il y aura donation de biens susceptibles d'hypothèques, la transcription des actes contenant la donation et l'acceptation provisoire, ainsi que la notification de l'acceptation provisoire qui aurait eu lieu par acte séparé, devra être faite au bureau des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés.

Il en sera de même de la notification de l'acceptation définitive.

La transcription des actes qui précéderont l'acceptation définitive se fera en debet.

ART. 7.

Le délai pour faire enregistrer les actes concernant l'établissement est de vingt jours après leur passation ou leur approbation.

ART. 8.

Les dispositions de la loi du 7 pluviôse an XII, modifiées par la loi du

kortgeding, de bezitsvorderingen, de handelingen tot vrijwaring of tot onderbreking der verjaring en der vervallen-verklaring.

ART. 6.

De bij akten onder levenden gedane giften worden door den ontvanger aanvaard, onder voorbehoud van nadere goedkeuring door den Koning. Deze aanvaarding verbindt den begiftiger, onder hetzelfde voorbehoud, zoodra zij hem beteekend is geworden.

Deze beteekening en die van de eventuele goedkeuring kunnen vastgesteld worden bij eene eenvoudige verklaring van den begiftiger, voor echt verklaard aan den voet van de akte tot aanvaarding.

Wanneer het de schenking betreft van goederen die vatbaar zijn voor hypotheken, dan moet de overschrijving van de akten tot schenking en voorloopige aanvaarding, alsmede de beteekening van voorloopige aanvaarding, welke bij afzonderlijke akte zou geschied zijn, gedaan worden ten kantore der hypotheken binnen het arrondissement waar de goederen gelegen zijn.

Hetzelfde geldt voor de beteekening van de definitieve aanvaarding.

De overschrijving van de akten, die de definitieve aanvaarding voorafgaan, wordt in debet gedaan.

ART. 7.

De termijn voor het doen registreeren van de akten betreffende het gesticht bedraagt twintig dagen na het verlijden of de goedkeuring.

ART. 8.

De bepalingen der wet van 7 Pluviôse jaar XII, gewijzigd bij de wet van

28 juillet 1879, sont applicables à l'établissement.

ART. 9.

Les budgets et les comptes sont soumis à l'avis des députations permanentes des conseils provinciaux du Brabant et de Namur et à l'approbation du Ministre de la Justice.

ART. 10.

Les dispositions de l'article 68-1°-2°-3°, de la loi communale sont applicables aux membres de la commission.

ART. 11.

Le receveur de la commission est réputé comptable public pour tous les actes se rapportant à sa gestion financière.

ART. 12.

Il est tenu de fournir, pour servir de garantie de sa gestion, un cautionnement dont le montant et la nature seront réglés par la commission sur les bases et suivant le mode déterminés par les articles 115 à 120 de la loi communale.

ART. 13.

Toutes les actions judiciaires concernant l'établissement seront poursuivies ou défendues, au nom de celui-ci, par le receveur.

Les actes et exploits devront être signifiés à la personne du receveur ou au siège de la commission.

ART. 14.

La loi du 6 août 1909 est applicable à l'établissement.

28 Juli 1879, zijn toepasselijk op het gesticht.

ART. 9.

De begrootingen en de rekeningen worden onderworpen aan het advies van de bestendige deputatiën der provincieraden van Brabant en Namen en aan de goedkeuring van den Minister van Justitie.

ART. 10.

De bepalingen van artikel 68-1°-2°-3°, der gemeentewet, zijn van toepassing op de leden der commissie.

ART. 11.

De ontvanger van de commissie wordt als openbare rekenplichtige beschouwd voor al de akten die betrekking hebben op zijn geldelijk beheer.

ART. 12.

De ontvanger is verplicht als zekerheid voor zijn beheer een borgtocht te stellen, waarvan de commissie het bedrag en den aard vaststelt op de grondslagen en volgens de wijze door de artikelen 115 tot 120 der gemeentewet bepaald.

ART. 13.

Al de rechtsvorderingen, waarbij de instelling betrokken is, zullen in haren naam worden ingesteld of verdedigd door den ontvanger.

De akten en exploiton moeten aan den persoon van den ontvanger of ten zetel van de commissie worden beatekend.

ART. 14.

De wet van 6 Augustus 1909 is van toepassing op de instelling.

Les attributions dont cette loi investit la députation permanente sont exercées par le Roi, pour ce qui concerne l'établissement.

ART. 15.

Les orphelins des agents de l'État sont admis à l'orphelinat en vertu d'un arrêté du Ministre de la Justice.

Les orphelins de la province de Namur et ceux du canton de Perwez sont admis en vertu d'un arrêté pris respectivement par la députation permanente du conseil provincial de Namur et celle du Brabant.

ART. 16.

Le Roi fixe l'âge d'admission et de sortie des orphelins ainsi que le nombre de places réservées dans l'orphelinat à chaque catégorie de bénéficiaires.

ART. 17.

Les dispositions de la loi du 15 pluviôse an XIII sont applicables aux orphelins admis dans l'orphelinat.

ART. 18.

Le mode suivant lequel la commission exerce ses attributions est réglé par arrêté royal.

Donné à Laeken, le 18 mai 1913.

De bevoegdheid, door de aangehaalde wet aan de bestendige deputatie toegekend, wordt door den Koning uitgeoefend, waar het de instelling betreft.

ART. 15.

De weezen van de Staatsbedienden worden in het weeshuis opgenomen kaachtens een besluit van den Minister van Justitie.

De weezen uit de provincie Namen en die uit het kanton Perwez worden erin opgenomen, krachtens een besluit onderscheidenlijk genomen door de bestendige deputatie van den provincieraad van Namen en die van Brabant.

ART. 16.

De Koning bepaalt den leeftijd voor de opneming en den uitgang der weezen, alsmede het getal der plaatsen welke ten behoeve van elke reeks beneficianten in het weeshuis voorbehouden zijn.

ART. 17.

De bepalingen der wet van 15 Pluviôse jaar XIII zijn van toepassing op de in het weeshuis opgenomen weezen.

ART. 18.

De wijze, waarop de commissie hare bevoegdheid uitoefent, wordt bepaald bij koninklijk besluit.

Gegeven te Laken, den 18ⁿ Mei 1913.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.